

40ème congrès du PCF : alternative au capitalisme et à l'extrême-droite

En vue du 40ème Congrès du PCF, Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, s'est adressé à tous les communistes.

« Notre dernier conseil national a officiellement lancé les travaux préparatoires en vue du 40ème congrès. Il a également élu les commissions qui auront la charge d'organiser notre travail collectif jusqu'au 6 juillet prochain.

Avec ce lancement, s'ouvre la première étape d'un processus démocratique qui, conformément à nos statuts, permet à chaque adhérent ou à chaque instance souveraine de proposer une ou des contributions, portant sur

tout ou partie de l'ordre du jour présenté en Conseil National. Ces contributions sont intégralement mises à disposition de l'ensemble des communistes et chacun peut d'ores et déjà les retrouver sur le site internet dédié au congrès.

Ce processus, c'est la marque de l'attachement fondamental de notre Parti au pluralisme et au débat d'idées dans une période où il est particulièrement difficile de s'accorder du temps pour réfléchir, délibérer et construire collectivement, loin de la dictature de l'immédiateté, du règne des émotions et de l'individualisme.

Cette démocratie du temps long, elle fait de chacune et de chacun d'entre-nous l'égal de l'autre. Elle rassemble, elle unit, elle nous transforme en souverains ; tous ensemble maîtres de notre avenir collectif. C'est d'ailleurs la mission statutaire de la Commission du texte que de tout faire pour élaborer un projet de base commune qui puisse rassembler la plus grande majorité des adhérents sur des choix élaborés collectivement.

Pour aboutir à ce résultat, nous avons besoin de l'implication et des apports de chacune et de chacun car ce 40ème congrès doit être celui d'une grande ambition pour notre Parti, marquant le temps long des 15-20 prochaines années, tout en répondant aux enjeux plus immédiats des différents crises auxquelles l'Humanité est confrontée.

Face à la montée de l'extrême-droite, le 40ème congrès, vise à rendre lisible, aux yeux du peuple tout entier, le chemin que nous lui proposons pour reconquérir la France et la République, sortir du capitalisme et s'engager vers une société démocratique mettant l'être humain et la planète au cœur de ses priorités.

Affirmer cette ambition de l'Union du peuple de France et clarifier les perspectives de transformation qui sont les nôtres, c'est bâtir, sur la base d'un bilan



de l'action menée depuis le 39ème congrès, un projet solide, crédible, partagé et partageable ; c'est enfin mettre à niveau notre organisation, ses articulations, ses instances et ses processus de travail, à tous les niveaux.

Ces enjeux sont les nôtres. Ils sont ceux de notre Parti tout entier et je compte sur chacune et chacun pour s'inscrire dans cette élaboration nécessairement

collective des réponses que nous souhaitons apporter.

Alors, je t'encourage fraternellement à contribuer, individuellement ou collectivement, à nos débats afin d'enrichir notre réflexion commune et de construire ensemble le projet et l'organisation les plus utiles et les plus efficaces pour répondre aux défis qu'il nous faut relever. »■

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 30€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523 – N° 2538 – Jeudi 5 février 2026

Je dépose ma contribution

sur <https://congres2026.pcf.fr>

ou

je l'envoie à la Fédération des Landes
du PCF

par mail : pcf.landes@wanadoo.fr

ou par papier :

Fédération des Landes du PCF

7 rue Frédéric Bastiat BP34

40001 Mont-de-Marsan Cedex

Mardi Gras 17 février à 19 h 30

Traditionnelle croupionnade

des camarades et amis de la section d'Amou,
au Hall des Sports de Castelnau-Chalosse

Au menu : Tourrin, Omelette aux lardons,
Croupions de canard sur le grill, Salade,
Beignets, vin et café compris. Prix 15 €

S'inscrire impérativement auprès de Christian

Lasserre au 05.58.89.36.02 ou

06.08.03.17.29

avant le samedi 14 février dernier délai.

Ligne Nouvelle du Sud-Ouest : l'État doit tenir parole

Les élus communistes des régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie ont conjointement écrit un communiqué de presse consacré à la Ligne Nouvelle du Sud-Ouest (LNSO).

Alors que les chantiers sont engagés, que les financements sont actés et que les collectivités territoriales assument une part majeure de l'effort, l'État — sous l'impulsion de Bercy — menace aujourd'hui de se dédire, au mépris des engagements pris, des urgences climatiques, de la justice territoriale et de l'intérêt général.

Ils dénoncent fermement toute remise en cause du projet, en particulier la tentative d'imposer un partenariat public-privé, synonyme de surcoûts massifs, de retards et d'un affaiblissement durable du service public ferroviaire.

Ce communiqué vise à interpeller solennellement le Président de la République et le Premier ministre, à réaffirmer notre exigence d'un financement public sécurisé et à défendre une politique de transports à la hauteur des enjeux sociaux, territoriaux et écologiques.

Ligne Nouvelle du Sud-Ouest : face aux urgences sociales, territoriales et écologiques, l'État doit tenir parole.

La Ligne Nouvelle du Sud-Ouest (LNSO) est un projet ferroviaire structurant comprenant trois opérations complémentaires :

- Aménagements ferroviaires au nord de Toulouse (AFNT) – horizon 2031
- Aménagements ferroviaires au sud de Bordeaux (AFSB) – horizon 2031
- Ligne nouvelle à grande vitesse Bordeaux-Toulouse (2032) et Bordeaux-Dax (2034-2037)

La Ligne Nouvelle du Sud-Ouest (LNSO) est une infrastructure ferroviaire stratégique pour la France et pour l'Europe. Maillon essentiel du corridor Atlantique du réseau transeuropéen de transport (RTE-T), elle relie la péninsule ibérique au reste du continent, connecte deux nœuds européens majeurs — Bordeaux et Toulouse — et garantit la continuité des corridors Atlantique et Méditerranéen en articulation avec les projets LNMP et LNPCA. Elle s'inscrit enfin dans le prolongement de la ligne Sud Europe Atlantique, assurant l'ouverture du Sud-Ouest vers le Nord de la France et de l'Europe.

Depuis plus de cinquante ans, les territoires de Nouvelle-Aquitaine et d'Occitanie subissent un sous-investissement chronique de l'État en matière d'infrastructures ferroviaires. Plus de 60 % de la population vivant à plus de quatre heures de Paris se concentre en Occitanie : cette réalité territoriale impose un rattrapage massif.

Les lignes historiques Bordeaux-Agen-Toulouse-Montauban, Bordeaux-Dax et Montpellier-Sète sont aujourd'hui saturées, freinant à la fois le transport de voyageurs et le développement du fret ferroviaire. La LNSO est indispensable pour répondre aux impératifs climatiques, économiques et sociaux.

Le projet est déclaré d'utilité publique, son financement est acté :

- 40 % État
- 40 % collectivités territoriales
- 20 % Union européenne

La contribution de l'État est historiquement faible, tandis que les collectivités assument une part majeure de l'effort, y compris via une fiscalité territoriale spécifique votée par le Parlement. L'Union européenne, pour sa part, a réaffirmé son soutien sans ambiguïté : les coordonnateurs des corridors

Atlantique et Méditerranéen l'ont confirmé conjointement à Toulouse.

Les chantiers sont engagés. Plus de 2,5 milliards d'euros sont déjà investis, 180 marchés ont été passés, et les travaux sont visibles sur le terrain, au sud de Bordeaux comme au nord de Toulouse. Les comités de pilotage ont toujours été coprésidés par les préfets de région, avec l'aval explicite des ministères concernés.

Il n'est donc pas acceptable que l'État se dédise aujourd'hui.

Bercy oppose désormais un raisonnement de court terme, prétendant que la décarbonation passerait exclusivement par le véhicule électrique. Cette vision est erronée et dangereuse : elle ignore l'impact carbone global, les émissions de particules, la congestion routière et la nécessité absolue de développer massivement le transport ferroviaire.

Pire encore, Bercy cherche à imposer un partenariat public-privé (PPP), en rupture totale avec les montages public-public construits depuis des années. Un tel choix entraînerait :

- un surcoût de 7,2 milliards d'euros,
- un allongement des délais de plus de deux ans,
- une explosion du coût total à 23,167 milliards d'euros.

Cette option est totalement inacceptable. Elle interroge d'autant plus qu'elle intervient dans un contexte de discussions sur les concessions autoroutières et d'un lobbying intense en faveur des PPP.

Les élu-e-s des groupes communistes des Régions Occitanie et Nouvelle-Aquitaine interpellent solennellement le Président de la République et le Premier ministre.

Nous leur demandons :

- ⇒ de faire respecter les engagements pris par l'État,
- ⇒ de mettre un terme aux manoeuvres dilatoires de Bercy,
- ⇒ de garantir un financement public sécurisé, sans PPP,
- ⇒ et de confirmer sans délai la poursuite intégrale de la Ligne Nouvelle du Sud-Ouest.

La transition écologique, la justice territoriale et la crédibilité de la parole de l'État sont en jeu.

L'État doit assumer ses responsabilités. ■

Financiarisation et désindustrialisation: le système vacille

L'interminable marathon budgétaire touche à sa fin. Les marchés financiers applaudissent. La France s'apprête à leur emprunter cette année près de 310 milliards d'euros.

Après les records de 2024 et 2025, 2026 s'annonce comme un nouveau millésime exceptionnel pour la finance, qui se presse chaque semaine pour acheter notre dette. On les comprend. Le pays rembourse rubis sur l'ongle et verse des dizaines de milliards d'euros d'intérêts, 55 milliards l'an dernier, sans doute davantage cette année.

Pendant ce temps, les fermetures d'usines s'enchaînent, comme pour Bosch à Moulins-Yzeure. Valeo, de son côté, a vendu son site de Saint-Quentin-Fallavier. Dans le Comminges l'angoisse de la fermeture de la «Cellulose» mobilise les salariés et les élus. L'industrie recule, la logistique progresse, les salaires stagnent.

Financiarisation et désindustrialisation, en somme. Mais ce modèle vacille, comme le montre le nouveau record de l'once d'or au-delà des 5 000 dollars.

L'once d'or a franchi ces derniers jours un seuil que l'on aurait jugé presque irréaliste il y a encore quelques années.

Derrière la ruée vers le métal jaune, ce n'est pas seulement la peur des conflits ou l'agitation diplomatique qui s'exprime, mais bien le doute grandissant vis-à-vis du cœur même du système monétaire international.

Tensions commerciales, conflits armés, incertitudes autour de la politique monétaire américaine. Ces facteurs jouent évidemment. Mais ils ne font qu'accélérer un mouvement engagé de longue date. Depuis la crise financière de 2008, une partie croissante de la planète cherche à réduire sa dépendance au dollar. Ce mouvement discret, progressif, mais constant porte un nom : la dédollarisation. Ce sont d'abord les banques centrales qui donnent le tempo. Mois après mois, elles accumulent de l'or à un rythme inédit depuis des décennies non par nostalgie de l'étalon-or, mais parce que le métal jaune redevient un outil de souveraineté.

Un actif hors circuit, impossible à sanctionner, impossible à geler d'un simple trait de plume.

La dédollarisation par les faits

Mais la dynamique est plus large encore. Le métal jaune suit, depuis des siècles, le déplacement des centres de gravité du commerce et de l'industrie. Hier l'Europe, puis les États-Unis. Aujourd'hui, l'Asie et l'espace eurasiatique. Les pays qui montent en puissance accumulent de l'or. Ceux dont l'hégémonie vacille voient leur monnaie contestée.

L'explosion actuelle des cours reflète ce basculement.

Loin d'être un simple actif financier, l'or devient le miroir d'une recomposition mondiale. Les chaînes de valeur se déplacent, les infrastructures se redessinent, les grands corridors commerciaux changent d'orientation. Et avec eux, les instruments



de règlement et de réserve.

Des États aux particuliers, même réflexe de protection

La montée en flèche des achats de lingots et de pièces chez les particuliers, en Europe comme en Asie, est un autre indicateur.

Une partie des couches moyennes, confrontées à l'inflation, à la fragilité bancaire et à l'instabilité des marchés, cherche une forme de protection élémentaire. L'or séduit par sa simplicité. Pas besoin de comprendre un bilan, ni d'évaluer un risque de faillite. C'est un actif tangible, universellement reconnu.

Certains évoquent déjà des objectifs à 6 000 dollars, voire au-delà. Tant que le monde restera structuré par une instabilité chronique, tant que la monnaie américaine conservera son caractère d'outil de domination, tant que les grands pôles émergents chercheront à s'émanciper, la pression haussière demeurera...■

CARNET

Notre camarade Jean Serres de Tarnos nous a quittés à l'âge de 97 ans, sans souffrance et dans la sérénité.

Jean était un militant communiste de longue date, et CGTiste Cheminot et membre très actif de l'ANACR.

Même si, depuis quelques années, il était affaibli par l'âge, Jean a été durant toutes ces années un camarade engagé, à l'écoute, sensible à intégrer les plus jeunes.

Artisan de la mémoire ouvrière et résistante, il a collecté avec acharnement les témoignages des acteurs de cette époque.

Avec l'Institut d'Histoire Sociale de la CGT, il avait élaboré un recueil de témoignages sur les luttes ouvrières de 1968 dans le bassin de vie, il a également publié un livre sur l'engagement de jeunes Tarnosiens, Boucalais et plus généralement sur le bassin de vie dans la guerre d'Espagne.

Il avait également beaucoup travaillé sur le groupe de résistants d'André Bouillat et Jean Mouchet sur lesquels il avait publié une brochure.

Un dernier hommage lui a été rendu le mercredi 21 janvier à la salle Maurice Thorez de Tarnos.

A sa famille, la Fédération des Landes du PCF présente ses plus sincères condoléances.■

Saint-Vincent-de-Tyrosse

Jean-Jacques Abart nous a quittés

Au nom des communistes de la section Alfred Moulian à laquelle Jean-Jacques Abart était adhérent S'il fallait résumer la perception de la belle personnalité de Jean-Jacques ABART, nous dirons que sa vie fut une vie d'engagements et de passions.



C'est ce que nous avons partagé avec lui au cours des nombreuses années militantes faites de luttes, de victoires, d'échecs souvent, mais surtout de moments festifs et fraternels partagés dans le collectif militant au Parti Communiste Français où comme ses parents il s'était engagé.

Sa vie était aussi marquée par l'amour et la pratique du sport, notamment le rugby dans ses jeunes années. C'était ce rugby des villages où l'on s'engageait en donnant sans chipoter, le meilleur de soi-même et en retour, le club aidait les jeunes pousses à se bâtir une vie professionnelle. D'abord trois-quarts aile au club de Hossegor il fut remarqué et contacté pour jouer à Saint-Vincent-de-Tyrosse dans l'équipe première. Dans le même temps il était embauché comme chauffeur pour le compte de l'usine de chaussures Hirigoyen à Tyrosse.

En 1968, il décide de s'embaucher aux Chemins de fer à Paris-Auterlitz d'abord où il retrouve son compatriote et ami Jeannot Lasserre de Saint-Geours-de-Mareme. Puis il est affecté à Orléans-Les Aubrais, suivant en cela la trajectoire professionnelle et formatrice des cheminots.

La solidarité est déjà bien ancrée dans sa démarche et naturellement il s'engage au syndicat CGT comme au PCF. Il est enfin affecté à Bayonne sur la ligne d'Hendaye. Il rejoint rapidement Saint-Vincent-de-Tyrosse où il est domicilié dans ce qui était des habitations SNCF, notamment au 6 ter rue de la Gare. Il s'épanouit pleinement dans sa ville et ajoute sa passion bouliste à celle du rugby.

La retraite ne ralentit pas ses engagements syndicaux et politiques et avec ses inséparables camarades cheminots comme Jeannot Lasserre, Alain Fontenas, Roger Labèguerie, Gérard Magieu, Daniel Biremont et compagnie, comme chantait Brassens, il mettait en avant la belle fraternité des copains d'abord. Que ce soit dans les manifestations à Bayonne, Dax, Tyrosse et le soutien aux luttes des travailleurs de la chaussure ADIDAS ou celle des facteurs parmi tant d'autres...

C'était comme on dit, un camarade qui comptait et comme au rugby, il ne ménageait pas son énergie et sa passion. Malade et hospitalisé, il résistait encore autant qu'il le pouvait à la rupture inexorable du temps. Son humour et ses humeurs, sa joie de vivre et ses engagements nous manquent, mais son exemple compte pour nous toutes et nous tous parce qu'il porte l'espoir d'un monde de paix plus juste et plus humain. Il avait 88 ans.

Ses obsèques ont eu lieu le mercredi 21 janvier à Saint-Vincent-de-Tyrosse.

A sa fille, sa famille et tous ses proches, nous adressons nos sincères condoléances.■

Jojo Darricau

Gnacs et Chacailles

SEMAINE SANGLANTE DES MOLLAH

On l'a tuée à coups de chassépot,/ À coups de mitrailleuse/ Et roulée avec son drapeau/ Dans la terre argileuse./ Et la tourbe des bourreaux gras/ Se croyait la plus forte. [] Tout ça n'empêche pas Nicolas/ Qu' la Commune n'est pas morte./ Tout ça n'empêche pas Nicolas/ Qu' la Commune n'est pas morte... Extrait du chant «Elle n'est pas morte» par Eugène Pottier (poète militant, 1816-1887). Le peuple iranien, qui vient de subir une semaine sanglante, doit être soutenu par un mouvement populaire et social mondial. Combien d'opposants ont été passés par les armes des gardiens de la religion et d'un pouvoir théocratique. Combien de blessés, de familles déchirées. Souhaitons que le peuple iranien puisse se donner des organisations ouvrant une perspective de liberté et d'autodétermination politique et sociale. Les mouvements populaires de soutien qui prennent de l'ampleur doivent avoir pour objectif de permettre aux travailleurs Iraniens, à la jeunesse, aux femmes, de se défendre face à cette théocratie au service du nationalisme capitaliste et au blocus américain qui entrave l'économie et aggrave les conditions de vie. Le mouvement du peuple iranien cherche les voies qui lui permettraient de prendre réellement son avenir en main. Ce que lui refuse le pouvoir sanguinaire installé à Téhéran, comme les dirigeants américains qui nourrissent d'autres projets de partition du pays dans le cadre du projet «nouveau moyen-Orient» et de pillage des ressources pétrolières. C'est dans ce cadre que notre solidarité doit s'accompagner d'une réflexion nouvelle sur tous les moyens à notre disposition pour faire vivre une solidarité concrète afin d'aider le peuple Iranien à se libérer. Cette libération ne passe pas par un changement de dominateur que souhaitent les trumpistes et les royalistes qui trépignent d'impatience. Les interventions américaines n'ont pas libéré les peuples dans cette région du monde. Elles ont laissé des champs de ruines, démantelé les pays, divisé les populations et ouvert la porte aux pires monstres. Dans un texte documenté, le parti Toudéh d'Iran (parti communiste iranien fondé en 1919) a donné une analyse et quelques pistes d'action pour une perspective démocratique. Cultivons notre solidarité en actes. N'oublions pas notre histoire faite de luttes sociales et de révolutions contre des pouvoirs monarchiques et capitalistes qui écrasent les peuples dans la misère et le sang pour une poignée de profiteurs. N'oublions pas La Commune en 1871, premier état ouvrier au monde, assassinée par les pires réactionnaires comme Adolphe Thiers (1798-1877) trahissant la République et s'appuyant sur les généraux sanguinaires, dont Patrice Mac Mahon (1808-1893) nommé en 1871 à la tête de l'armée dite «versailleuse» qui réprime la Commune de Paris en tuant 30000 personnes, emprisonnant 38000 et déportant 7000 au bagne. Ces ennemis du peuple libre furent finalement vaincus, malgré «La Semaine sanglante». Ce sont les peuples qui font l'histoire et il en va ainsi en Iran comme ailleurs. La vita èst mei hòrte que la mòrt (La vie est plus forte que la mort).■

Roger La Mougne